

Dazibao

Bulletin d'information du syndicat SUD du Crédit Agricole

Hay hay caramba !

Les temps sont durs pour les manants !

La direction nous propose un accord sur la rémunération qu'aucun syndicat ne signera et qui a recueilli zéro voix favorable au dernier CE, c'est dire combien la direction se fout de notre gueule.

Bis repetita avec son projet de Bonus de performance consistant à augmenter les primes de certains de ce qui aura été récupéré sur d'autres. Unanimité des syndicats et des élus du CE.

Vous en vouliez de l'unité et bien en voilà !

Le projet de modification des horaires de travail du réseau fait tellement l'unanimité que le sujet a été retiré du CE pour « complément d'étude car il nous reste quelques détails à recalculer ». Recalculons nous !

Unité des syndicats contre les restructurations réseau dans l'agenais et le sud des landes mais pas unanimité puisque les cadres ont donné leur accord pour la suppression de postes de cadres et de techniciens. C'était l'épisode : je me tire une balle dans le pied !

La direction restructure à tout va et il nous est présenté un projet de suppression (par externalisation) du service "informatique de proximité" avec **26 postes supprimés**. Pas de licenciements secs (pas encore) mais des techniciens informatiques doivent envisager de se recycler dans des services bancaires (Aire), Crédit (Agen) ou divers (Bordeaux). Ils vont devenir employés de bureau ou commerciaux s'ils acceptent la proposition qui va leur être faite, s'ils refusent une deuxième proposition sera faite et après....

Ce sont les marchands de costars et de cravates qui vont augmenter leur chiffre d'affaires !

Et bien la direction obtient l'unanimité contre son projet et le principe du recours à un cabinet d'experts est voté par tout le CE, unanime.

Mais Monsieur Carayol l'a affirmé : « nous ferons tout ce que nous avons dit ».

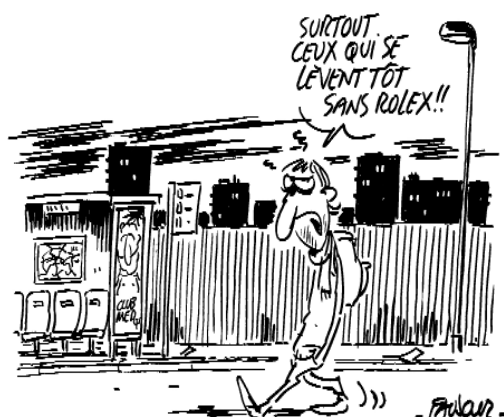
Ils s'enferment dans leurs certitudes, ils sont tous partis (directeurs et administrateurs) au Mexique aux frais de la Caisse Régionale pour y "réfléchir", mais pas au Chiapas pour éviter de rencontrer le sous commandant Marcos et ses amis, car on veut bien de l'exotisme, mais sans risque.

Avant de partir, ils ont laissé les consignes de travail, les objectifs à atteindre et, là aussi, le mot d'ordre c'est **TRAVAILLER PLUS !**

Et là, nous sommes certains de l'unanimité des syndicats, des élus, des collègues pour dire **STOP**.

La question de l'unité syndicale étant résolue, il reste celle de votre implication à tous et toutes pour faire aboutir nos revendications, obtenir la sérénité nécessaire à l'accomplissement de notre boulot, une juste reconnaissance de notre travail qui doit entraîner une meilleure répartition des richesses produites ■

LE PAS LE BOL DES SALARIÉS



On embauche !

Lu dans la presse régionale : « *Pierre Souillé change de cap* »¹.

Un article où on nous explique que l'attaché parlementaire d'un député du nouveau centre (vous savez, les giscardiens qui ont déserté l'armée de Bayrou pour prendre un strapontin chez Sarkozy) du Lot & Garonne va « *donner une nouvelle impulsion à son parcours professionnel* ». Autrement dit, il est embauché pour faire de la communication au Crédit Agricole d'Aquitaine.

Donc, « *le bras droit du député* » de droite vient chez nous, sûrement pas pour impulser une politique de gauche. Encore un qui ne va pas militer pour une plus juste répartition des richesses ■

1. NB : je suis content car je n'ai pas fait de jeu de mot vaseux à partir du patronyme de notre désormais collègue.

Merci Monsieur le Directeur

Qui n'a pas rêvé d'être félicité par la direction pour son excellent travail ? Pas moi. En effet, c'est bien la première fois que j'entends mon directeur dire que mon service fait du très bon boulot reconnu par l'ensemble de l'entreprise. Mais à ce moment là j'aurais dû trouver ça louche.

Quand, trente secondes plus tard le même directeur ajoute : « *mais vous coûtez trop cher* », là, je retombe sur terre. C'est donc par cette éloge (funèbre ?) que fut annoncée la restructuration du service "maintenance informatique". Quelle fierté pour nous de savoir que l'on a bien bossé et qu'en plus maintenant on va faire faire des économies à nos dirigeants, et tout ça sans toucher aux retraites chapeaux. On a tellement bien travaillé, que nos chères têtes pensantes peuvent tranquillement faire un voyage d'étude au Mexique en emportant leur informatique mobile et ainsi recevoir en direct les dernières informations en provenance de l'entreprise.

Lors de la suppression du prochain service pour des raisons d'économies, il faudra voir de quelle façon la direction fêtera ça. Quelques propositions quand même : pour la suppression du SAI, un safari d'étude au Kenya, pour la suppression du service Habitat, la visite d'étude des Pyramides et enfin pour la fermeture des sites d'Agen et Aire, un voyage de travail sur la Lune ■

Toto collant

Ça y est, désormais tout personnel conduisant une voiture de service, est transformé en homme sandwich.

Publicité à l'appui, « *Crédit Agricole Aquitaine banque et assurances* » sur toutes les portières, ils ont même eu la délicatesse de pourvoir le capot avant d'un patch façon ambulance, pour lecture spéciale rétroviseur.

Passée la première peur de traverser la ville et la campagne, redoutant de tomber sur le jet d'objet contondant d'un client mécontent, nous nous sommes demandés, mais à quand un gyrophare vert signalant un dépannage informatique ou immobilier d'urgence, la signature imminente d'un contrat client pour nos commerciaux en visite ?

Tout le personnel conduisant une voiture ? Disons nous en préalable. Non, car une petite catégorie résiste, nos chers directeurs, pourtant eux aussi ont des voitures mises à disposition permanente par l'entreprise, mais la qualité d'homme sandwich, ce n'est pas pour eux.

Dans la déclaration sur l'abolition des privilèges, nous avons du rater un épisode ■

Qu'en pense l'autorité des marchés financiers ?

« *Il ne faut pas avoir peur de proposer des CCI à nos clients (et petits porteurs) !* »

Nous sommes d'accord sur le principe, c'est le moment d'investir, d'acheter tellement le cours est bas, il ne peut que remonter se dit-on depuis un bon moment ... mais alors est-il indispensable et normal, pas contraire à la loi, de donner des objectifs CCI dans les agences ?

Est-il normal de donner des règles telles que mettre un cours limite au cours du jour + 1€(quand un client souscrit des CCI) pour faire monter le cours ? N'est-ce pas de la manipulation ? Ne doit-on pas dénoncer ce genre de pratique ... je me pose la question...



Cadeau Bonus

A l'occasion d'une réunion de présentation du Bonus de Superperformance (!!!), Nicolas Tavernier s'exclamait : « *il n'y a que les pisse-froids pour penser que les managers ne sont pas équitables* » quand il s'agit de parler de la marge de manœuvre de + ou -25% des managers en matière d'attribution de la REC nouvelle mouture.

Alors à SUD, on s'est demandé si on était des pisse-froids, parce qu'on se remet en question nous !

Que dit le dico ?

Pisse-froid : personne toujours sérieuse et ne se laissant jamais aller à rire ou à sourire.

Forts de cette définition limpide, on rigole...

Le rire traduit la capacité d'étonnement, l'empathie, l'adhésion ou la réprobation. Il peut être candide, moqueur, enjoleur, cynique ou enthousiaste.

Dazibao n'est pas une publication des plus moroses aux dires des nombreux salariés que nous rencontrons lors des visites agences que nous pratiquons régulièrement, même si les sujets traités ne sont pas à mourir de rire...

Et puis, il y a la notion de plaisir à brandir la contradiction, trouver la faille à des pratiques absurdes ou à des argumentations infondées... ou pour voir le mauvais côté des choses que d'aucun pourrait qualifier de frein au changement. Quand il y a plaisir, il y a sourire voire éclat de rire, donc... pisse-froids ?

Ensuite, notre rire dérange parfois comme, par exemple, quand on se gausse d'une proposition des syndicats de cadres qui argumentent la seule augmentation de la REC des managers... Bien sûr là, on rit jaune et pour se moquer de l'indécence de la proposition.

Enfin, en tant que prescripteur de sourire en matière d'accueil de la clientèle, Nicolas Tavernier ne pratique pas beaucoup le mode sourire, il a lui aussi une marge de progression en la matière, on le bonussera là dessus tiens, reste à définir son minima métier !

A SUD, on peut rire de tout, hélas, tout n'est pas drôle !

Augmentations, oui mais de quoi ?

Du coût de la vie c'est certain, notamment sur les produits de première nécessité : alimentation, logement, transports. L'INSEE a chiffré à 2,6% ces augmentations pour 2007 (comparaison de décembre à décembre).

Pour les négociations salariales au Crédit Agricole, la FNCA propose une autre méthode de calcul, celle des différences mois par mois ; dans ces conditions, l'inflation serait de 1,5%.

Pour 2008 des prévisions sont nécessaires : celles des experts, du gouvernement, s'établissent à 2,5%. La FNCA a retenu celles de CASA, soit 1,8%.

Revenons aux augmentations de salaires.

La Convention Collective produit des effets mécaniques par des applications nationales et locales. Ils sont évalués à 1,17% par an, tandis que la transposition (les 36€mini) est chiffrée à 2,05%.

Résumons :

	Inflation officielle	Inflation selon FNCA	Effets convention collective	Translation
2007	2.6	1.5	1.17	
2008	2.5	1.8	1.17	
total			2.34	2.05
total	5.1	3.3	4.39	

C'est dans cet esprit et avec ces chiffres que se préparent les négociations. Si on y rajoute en Aquitaine, la REC malus, l'Intéressement dont nous redoutons une baisse plus importante que prévue, un CCI qui ne tient pas les promesses que nous avons confiées à notre Plan d'Epargne d'Entreprise. La coupe est aussi pleine que nos poches se vident.

La colère monte autant que le CCI baisse ■



Manquent pas d'air !

C'est toujours étonnant de lire un tract de la CGC : « 2008, l'indispensable retour des augmentations générales ».

Et oui, faut il vous rappeler que la CGC a signé le 4 avril 2007, la modification de l'annexe 1 de la Convention Collective qui a supprimé la valeur du point, de manière qu'il n'y ait plus d'augmentations générales.

Alors, chers collègues de la CGC, nous vous suggérons 2 choses :

1. Faire preuve d'une meilleure analyse des textes qui vous sont soumis et ne pas les signer les yeux fermés
2. Lire les tracts SUD, car nous avons compris, puis écrit, que la suppression de la valeur du point entraînerait la fin des augmentations générales

A propos de lire les tracts SUD, certains salariés nous disent ne pas les recevoir. On va finir par savoir qui les met à la poubelle plutôt que de les faire passer aux collègues ■

Ceci est une fiction.

Toute ressemblance avec des événements réels ne serait que pure coïncidence.

Plage d'Acapulco, 21° au matin, les administrateurs et le staff de direction mandatés pour se la dorer au soleil sirotent le cocktail local à l'ombre des parasols plantés en bord de plage. C'est bon de profiter de l'air marin en matinée car le mercure frôlera les 34° l'après midi.

Et ceux sont les mêmes qui veulent nous faire travailler plus sans gagner plus.

Mexico, la capitale, 26°, dominée par le volcan "Popocatépetl" c'est la plus grande concentration humaine du monde, mais les riches estivants ne verront pas les bidonvilles et la misère, juste les musées et les sites aztèques.

Pendant ce temps, on marne, on est agressés par les clients, on a déjà nos lignes d'objectif.

CANCUN (et pas CANCON), site Maya, ville où se réunissent les grands de ce monde. Normal, d'y aller, ils font partie de ceux d'en haut et puis c'est les caraïbes, sable blanc, mer bleue turquoise, climat Subtropical.

Bordeaux, ciel gris, climat SUD syndical. Nous ce n'est pas les Mayas, mais le maille qui nous préoccupe.

Aux repas, avocats, patates douces, tomates, cacao, vanille, Tacos, Puebla, Guanajuato, Morelia, Nuevo León, Nopa, Tequila, Chile, nombreux fruits et dinde (Là nous ne citons personne).

A chaque endroit sa spécialité, la notre serait plutôt l'augmentation des tarifs.

Puerto Escondido, côte Pacifique, rendez des surfeurs du monde entier. Tortues de mer, dauphins, espadons.

Certains surfent sur les bénéfices pendant que d'autres sont pris dans les rouleaux tumultueux de la vente et des challenges.

Un beau pays en somme où l'histoire ne s'est pas faite sans "révolution" mené par des hommes illustres Zapata, Pancho Villa au cri de « *terre et liberté* ».

Ne serait-il pas temps de la faire notre "révolution" au titre de la reconnaissance et de l'équité ?

Errarum humanum est !

Le CHÂ a écrit dans son Blog au sujet du problème de la Société Générale : « *Il suffit d'une inacceptable erreur humaine pour, provoquer le déclenchement d'opérations dites restructurantes* ».

Ha bon ? Les restructurations de l'informatique de proximité et du SAI seraient-elles des erreurs humaines ? Mais de qui alors ? De plus, une erreur humaine selon notre grand timonier serait inacceptable. Je vous laisse plancher là-dessus.

Dans "le monde en question" tiré toujours de son Blog, notre Ahuizotl à nous (chef aztèque dont la tombe a été très récemment découverte à Mexico), cite les inquiétudes du "World Economic Forum" réuni à Davos. Je vous le donne en mille Émile, une des principales préoccupations de cette vénérable institution serait l'augmentation du prix de la tortilla à Mexico !

Le Blog du CHÂ va très bientôt devenir notre principal concurrent au niveau de la déconnade !

Sous traiter, le rêve de tout patron ! “Chez nous dans les Landes”

Parce que cela coûte moins cher, il y aura toujours un prestataire qui offrira ses services Law cost, pour quoi que se soit. On le voit pour le ménage, on le verra (peut être ?) pour l'informatique, mais depuis quelques mois on le voit pour la sécurité.

Qui n'a pas déclenché une alarme sans faire exprès ?

Lorsque le PC sécurité était dans les murs de la CR, dans la minute qui suivait le téléphone sonnait dans l'agence où l'alarme avait été déclenchée. Le moins que l'on puisse dire c'est que les choses ont bien changé. Le nouveau prestataire (moins cher forcément) doit faire sans doute des économies sur le téléphone. Maintenant on a le temps d'aller chercher la clé pour débloquent l'alarme avant qu'un coup de fil n'arrive. Là où nous ne comprenons pas c'est que le prestataire doit se déplacer lorsqu'il a un doute sur l'alarme (ceci étant facturé en plus). Donc, à moins de consignes visant à ne pas plomber le contrat, une intervention doit être déclenchée le plus rapidement possible surtout en dehors des heures de travail.

Domage pour les collègues de l'espace entreprise proche d'une des grandes place de Bordeaux qui auront vu leur matériel informatique disparaître par la porte de derrière, légèrement fracturée.

Tant mieux, il n'y avait personne au moment des faits, mais le moins que l'on puisse dire c'est que moins c'est cher, moins c'est rapide.

Qualité quand tu nous tiens ■

Délégués du personnel

AHHHH ! Cela faisait longtemps, six longues semaines d'un hiver morose, que l'on attendait cet instant. Chaque syndicat avait pu travailler consciencieusement, au coin du feu sur chacune des questions qui allaient être posées. Les DRH reposées allaient pouvoir livrer bataille démontant point par point toutes les argumentations syndicales.

L'intersyndicale des cadres ouvrait le bal.

C'est qu'ils sont remontés comme des pendules nos managers entrepreneurs, tellement qu'ils se sont plaints de ne pas être associés suffisamment au processus de sélection des pépinières et autres promotions. Là, premier grand moment, la direction leur explique qu'ils (les cadres) avaient été tellement nuls « *qu'on a eu l'impression d'être à l'école des fans* ». Que finalement les RH avaient dû trancher dans le lard.

Suit une question sur l'OCP Aquilibre, là tout le monde se demande s'ils savent lire (toujours les cadres) car la réponse était incluse dans la circulaire, ce qui a obligé la RH à en faire la lecture. Le seul représentant cadre présent commence à s'enfoncer dans sa chaise.

La suivante sur le calcul des jours de RTT en fonction du temps de présence oblige la RH à faire une démonstration au tableau qui achève notre CGC-SPIste, il est maintenant sous la table rouge de honte. Je passe sur leurs craintes du non-paiement du solde REC en février, nous trouverions étonnant qu'en 2008 avec le système informatique performant dont nous disposons, nous n'ayons pas notre dû en fin de mois. Nul doute que les salariés en colère, ne manqueraient pas de descendre dans la rue s'il en était ainsi.

En ce qui nous concerne les dépassements horaires lors des réunions de décembre “projet d'entreprise”, vous devez déclarer ces heures, même si ça fait mal à la direction, dura lex. sed lex. Concernant la coupe franche de la prime de départ à la retraite, il s'agit d'une mise en conformité avec la loi Fillon de 2005, pas de retour en arrière, « *ça me fait mal autant que vous* », tel fut le cri du DRH en partance, mais nous savons qu'il y a eu deux poids deux mesures en fonction du moment où le personnel concerné a été convoqué.

Profitant de la mobilité du DAP, la Direction a décidé de supprimer l'agence principale d'Amou.

Le vote lors du CE de décembre a été reporté suite aux non-réponses ou réponses évasives de la Direction qui s'est enfin décidée à nous éclairer :

- Le DAP sera remplacé par un DAR,
- Les portefeuilles des 2 CGP seront “refundus”,
- Et une augmentation de portefeuille aura lieu pour 2 autres collègues.
- Nous avons également appris que les classifications des DAP (RCE 13 unique), DAR (RCE 8 unique) ne sont plus fonction du “poids” des agences, mais des situations personnelles (RCI et RCP) Autrement dit, la nouvelle Convention Collective laisse également les chefs d'agences régis par la loi de la jungle libérale avec une opacité dont le monde de la finance a vu dernièrement les limites !

En séance, SUD a voté contre ces propositions avec la crainte d'une suppression à terme de postes de conseillers PRO, Gestion de Patrimoine (CGP).

Seule la CGC a voté pour !

En outre, au regard de départs à la retraite de DAP déjà programmés ou dans les tuyaux, SUD ne peut que redouter d'autres suppressions d'Agences Principales (sur l'agglomération agenaise, c'est déjà le cas).

Eloigner les centres de décision ne fait que conforter SUD dans son analyse d'un Crédit Agricole moins à l'écoute de ses clients dans la ruralité et ailleurs ■

Suite Délégués du personnel

Les représentants CFDT-FO-UNSA, nous auront gratifié d'une question sur l'accord GPEC (gestion prévisionnelle des emplois) qui doit permettre l'anticipation des changements de carrière et restructuration. La direction nous a confirmé que cet accord était mis en œuvre dès aujourd'hui. Les salariés de la maintenance informatique et du SAI apprécieront ■

Comité d'entreprise

Du rifici au pays du pruneau

Le comité d'entreprise du jeudi 31 janvier 2008 à Boé s'annonçait "chargé" avec ses 17 points à l'ordre du jour et il le fut. La direction avait pris soin d'annuler le projet sur ses nouveaux horaires d'agence, c'était un sujet qui fâche mais il en restait un paquet d'autres à aborder.

L'externalisation de l'activité d'informatique de proximité a été le premier. Les collègues qui viennent réparer vos imprimantes, téléphones, micro-ordinateurs et autres matériels ont été conviés à voir ailleurs, plus précisément, dans une première étape, à se recycler dans l'entreprise et dans le seul but de faire des économies. Les voyages annuels des administrateurs perdurent, n'y a-t'il pas là d'autres pistes pour réduire les charges ? En ce moment ils se

baladent au Mexique et les bouchons de champagne y sautent en même temps qu'ici sautent les emplois. Longtemps la Direction nous a seriné quelle s'engageait dans la proximité, dans le local, sauf aujourd'hui pour l'informatique, demain pour le SAI et après demain pour la filière crédit. Jusqu'où ? Jusqu'à qui ? L'ambition de nos dirigeants à faire des économies sur le dos des salariés a-t-elle des limites ?

Plus cyniquement encore, la Direction a su leur dire « *Vous avez été très efficaces, très compétents, ce n'est pas cela qui est remis en cause* », ainsi nos collègues ont vécu la mort de leur activité comme un enterrement à la Nouvelle Orléans, avec fanfare, jazz et expression de joie obligatoire. Cerise sur le gâteau, on leur a demandé de transmettre leur savoir faire, leur connaissances et toutes les ficelles du métier aux repreneurs, tout ça gratos bien sur, eu égard aux soucis d'économies évoqués plus haut.

Quant au service, sera-t-il assuré à un même niveau ? Rien n'est moins sûr, le dossier présenté en Comité d'Entreprise est tellement succinct qu'il ne permet pas de répondre à ce type d'interrogation.

Les élus ont donc convenu de mandater un expert sous réserve d'un coût acceptable et d'un délai de réaction très rapide, car c'est au 21 février que la direction exige une décision du Comité d'Entreprise.

Autres points de fâcheries, les accords concernant les aug-

mentations de salaire et celui de l'ex REC appelé Bonus. Ils sont le fruit de ce que la Direction nomme des négociations et les élus devaient exprimer leurs avis. Vous l'avez compris, nous n'y avons vu aucune négociation, aucune écoute, aucune attention, aucune considération. Il y avait un projet de direction, une logique de direction, une volonté de direction, des propositions de direction qui ont su fédérer tous les représentants des salariés dans une totale opposition. Scandaleux l'accord sur les rémunérations qui ne prévoit qu'une manne de 1,4 million d'€ d'augmentation pour l'ensemble des salariés alors que l'entreprise va dépenser plus de 2 millions d'€ pour assurer une

retraite complémentaire confortable à notre dizaine de cadres de direction. Scandaleux celui sur le Bonus, qui ne précise rien sur les pavés, rien sur les objectifs, rien sur les seuils de déclenchement et qui opte d'un principe de "je prends à Pierre pour donner à Paul".

Du coup, les autres points concernant l'expertise des documents comptables de la Caisse d'Aquitaine et la nomination de l'expert sont passés comme une lettre à la poste alors que les années précédentes il était nécessaire de ferrailler un peu.

Pour finir évoquons la dernière question posée par le représentant syndical SUD à la Direction sur l'implication probable du Crédit Agricole dans l'achat de la Société Générale. La réponse fut un aveu d'ignorance alors que le lendemain nous pouvions lire dans la presse : « *Le crédit agricole aussi intéressé par le rachat de la Société Générale* ». L'information a du être retenue au Mexique !



Dazibao

Mensuel édité par l'association

Dazibao

40, rue Lombard 33300 Bordeaux

N° ISSN : 1270 - 5144

Directeur de publication :

Jean-Louis DANFLOUS

Rédacteur en chef :

Damien THOUROUDE

Composé et imprimé par nos soins

Prix du numéro : 1,5 €

Abonnement annuel : 15 €

Site : www.dazibaosud.org